

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ginette Chevrier, atteste la véracité du rapport financier

de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date _____

2016-04-07

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Pontiac, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Pontiac au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Pontiac inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dignard Ethier CPA Inc.
1698 Route 105, Chelsea, Qc. J9B 1P4
819-459-1115

par :

Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-04-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	5 329 212	5 350 455		5 350 455	5 163 967
Compensations tenant lieu de taxes	2	338 814	361 247		361 247	363 631
Quotes-parts	3					
Transferts	4	944 146	1 158 916		1 158 916	1 044 220
Services rendus	5	97 810	112 655		112 655	42 362
Imposition de droits	6	329 700	451 749		451 749	401 244
Amendes et pénalités	7	100	4 121		4 121	
Intérêts	8	100 638	113 868		113 868	122 488
Autres revenus	9		21 096		21 096	1 952
	10	7 140 420	7 574 107		7 574 107	7 139 864
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	32 000				
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	32 000				
	18	7 172 420	7 574 107		7 574 107	7 139 864
Charges						
Administration générale	19	1 067 509	1 039 171	33 236	1 072 407	1 010 202
Sécurité publique	20	1 842 188	1 790 571	112 060	1 902 631	1 691 802
Transport	21	1 775 862	1 837 155	165 224	2 002 379	1 817 537
Hygiène du milieu	22	886 108	904 160	208 974	1 113 134	1 083 028
Santé et bien-être	23	5 113	5 820		5 820	3 946
Aménagement, urbanisme et développement	24	462 777	410 582	4 673	415 255	451 860
Loisirs et culture	25	288 688	277 780	16 706	294 486	241 366
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	247 009	268 366		268 366	293 130
Amortissement des immobilisations	28	525 541	540 873	(540 873)		
	29	7 100 795	7 074 478		7 074 478	6 592 871
Excédent (déficit) de l'exercice	30	71 625	499 629		499 629	546 993

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	71 625	499 629	546 993
Moins: revenus d'investissement	2 (	32 000) () () (
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	39 625	499 629	546 993
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	525 541	540 873	529 763
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		(8 015)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	525 541	532 858	529 763
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			54 901
Remboursement de la dette à long terme	17 (	559 799 ) (	559 800 ) (	499 500) (
	18	(559 799)	(559 800)	(444 599)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	75 000 ) (	4 691)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(97 491)	18 462	
Excédent de fonctionnement affecté	21			55 350
Réserves financières et fonds réservés	22	92 124	45 854	(118 535)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(97 491)	(2 437)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(5 367)	(108 175)	(70 313)
	26	(39 625)	(135 117)	14 851
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		364 512	561 844

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	32 000		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	7 500)	(12 472)	()
Sécurité publique	3 (	) (	57 972)	(354 691)
Transport	4 (	67 000)	(642 901)	()
Hygiène du milieu	5 (	47 500 )	) (	( 78 052)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	( 6 741)
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () (
Loisirs et culture	8 (	104 000)	(23 097)	()
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	226 000)	(736 442)	(439 484)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			182 238
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		75 000	4 691
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			156 741
Réserves financières et fonds réservés	17		94 489	185 645
	18		169 489	347 077
	19	(226 000)	(566 953)	89 831
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(194 000)	(566 953)	89 831

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 526 417	1 472 518	1 485 288
Charges sociales	2	269 469	270 608	176 482
Biens et services	3	2 517 978	2 676 399	2 270 086
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	18 480	251 712	294 464
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	208 529		
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	20 000	16 654	(1 334)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 790 741	1 782 836	1 754 847
Autres	10	55 400	23 928	52 405
Autres organismes	11	37 963	34 731	30 870
Amortissement des immobilisations	12	525 541	540 873	529 763
Autres				
-	13	130 277	4 219	
-	14			
-	15			
	16	7 100 795	7 074 478	6 592 871

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	5 329 212	5 350 455	5 163 967
Compensations tenant lieu de taxes	2	338 814	361 247	363 631
Quotes-parts	3			
Transferts	4	976 146	1 158 916	1 044 220
Services rendus	5	97 810	112 655	42 362
Imposition de droits	6	329 700	451 749	401 244
Amendes et pénalités	7	100	4 121	
Intérêts	8	100 638	113 868	122 488
Autres revenus	9		21 096	1 952
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	7 172 420	7 574 107	7 139 864
Charges				
Administration générale	12	1 096 902	1 072 407	1 010 202
Sécurité publique	13	1 944 903	1 902 631	1 691 802
Transport	14	1 942 734	2 002 379	1 817 537
Hygiène du milieu	15	1 093 542	1 113 134	1 083 028
Santé et bien-être	16	5 113	5 820	3 946
Aménagement, urbanisme et développement	17	465 202	415 255	451 860
Loisirs et culture	18	305 390	294 486	241 366
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	247 009	268 366	293 130
	21	7 100 795	7 074 478	6 592 871
Excédent (déficit) de l'exercice	22	71 625	499 629	546 993
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 700 891	6 149 596
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(33 040)	4 302
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 667 851	6 153 898
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 167 480	6 700 891

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	71 625	499 629	546 993
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	226 000 ) (	736 442 ) (	439 484)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	525 541	540 873	529 763
(Gain) perte sur cession	5		(8 015)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	299 541	(203 584)	90 279
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(11 433)	4 458
Variation des autres actifs non financiers	10		8 106	31 326
	11		(3 327)	35 784
	12	371 166	292 718	673 056
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	371 166	292 718	673 056
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(6 917 572)	(7 594 930)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(16 759)	4 302
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(6 934 331)	(7 590 628)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(6 641 613)	(6 917 572)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	615 654	77 373
Placements temporaires	2	287 046	571 771
Débiteurs (note 5)	3	1 613 770	1 602 285
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 516 470	2 251 429
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	639 234	218 458
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	859 215	692 701
Revenus reportés (note 12)	13	2 134	40 542
Dette à long terme (note 13)	14	7 657 500	8 217 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	9 158 083	9 169 001
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(6 641 613)	(6 917 572)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	13 641 751	13 454 448
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 849	21 849
Stocks de fournitures	20	27 402	15 969
Autres actifs non financiers (note 17)	21	118 091	126 197
	22	13 809 093	13 618 463
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 167 480	6 700 891

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	499 629	546 993
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	540 873	529 763
Autres			
-	3		471 676
-	4		
	5	1 040 502	1 548 432
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(11 485)	225 288
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	166 514	78 437
Revenus reportés	9	(38 408)	39 659
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(11 433)	4 458
Autres actifs non financiers	13	8 106	31 326
	14	1 153 796	1 927 600
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(736 442)	(439 484)
Produit de cession	16		
	17	(736 442)	(439 484)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	284 725	(467 374)
	23	284 725	(467 374)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		350 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(559 800)	(499 500)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(318 788)	(703 939)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28	8 621	
-	29	668	
	30	(869 299)	(853 439)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(167 220)	167 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	430 686	263 383
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	263 466	430 686

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Pontiac est une municipalité née d'un regroupement en 1975. Elle est régit par le code municipale de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

A) Office municipale d'habitation

L'O.M.H. est un organisme sans but lucratif qui assure le maintien de logements à prix modiques, pour les personnes âgées autonomes.

La Municipalité contribue au financement de cet organisme en payant un montant annuel égal à sa part du déficit annuel de l'organisme.

B) Municipalité Régionale de Comté Des-Collines-de-l'Outaouais

La Municipalité est membre de la M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais, organisme régional composé de municipalités. La M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais est responsable de certaines activités à caractère régional.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie:

LA politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements: Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

S.O

E) Actifs non financiers

S.O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi selon la méthode linéaire sur des durées de vie utile de 5 à 40 ans.

Les immobilisations reçues sous formes de dons ou subventions sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date où elles deviennent la propriété de la Municipalité. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : ;
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : ????
- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2015:
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
 - au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Dépenses reportées: Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une périodes maximales de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec:

Les subventions reçues sont dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation:

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	615 654	77 373
Placements temporaires	2	287 046	571 771
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	491 423	619 090
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	25 852	23 192
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	825 280	732 725
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	119 412	63 567
Organismes municipaux	8	10 836	10 836
Autres			
-	9	140 967	156 485
-	10		(3 610)
	11	1 613 770	1 602 285
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	503 049	473 671
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	503 049	473 671
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	229 532	149 783
Salaires et avantages sociaux	38	404 055	415 450
Dépôts et retenues de garantie	39	152 885	66 449
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts dette long terme	43	72 743	61 019
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	859 215	692 701
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	2 134	9 742
Transferts	50		
Autres			
-	51		30 800
-	52		
	53	2 134	40 542
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,24	3,56	2016	2020	54	7 657 500	8 217 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	7 657 500	8 217 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	()
					64	7 657 500	8 217 300

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	576 900	81	90	98	576 900	
2017	66	74	595 600	82	91	99	595 600	
2018	67	75	585 000	83	92	100	585 000	
2019	68	76	604 500	84	93	101	604 500	
2020	69	77	591 600	85	94	102	591 600	
2021 et +	70	78	4 703 900	86	95	103	4 703 900	
	71	79	7 657 500	87	96	104	7 657 500	
Intérêts et frais accessoires			88()			105()		
	72	80	7 657 500	89	97	106	7 657 500	

Note

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107 (3 986 435)	(2 334 407)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108 (2 655 178)	(4 583 165)
Autres	109	
	110 (6 641 613)	(6 917 572)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	4 750 364	139		166		193	4 750 364
Eaux usées	112	3 390 873	140		167		194	3 390 873
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 890 334	141	97 921	168		195	3 988 255
Autres	114	215 675	142	113 360	169		196	329 035
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	2 072 992	144		171		198	2 072 992
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	2 304 847	146	52 168	173	164 600	200	2 192 415
Ameublement et équipement de bureau	119	145 149	147	17 028	174		201	162 177
Machinerie, outillage et équipement divers	120	426 545	148	5 804	175		202	432 349
Terrains	121	318 106	149		176		203	318 106
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>17 514 885</u>	151	<u>286 281</u>	178	<u>164 600</u>	205	<u>17 636 566</u>
Immobilisations en cours	124	<u>116 793</u>	152	<u>450 161</u>	179		206	<u>566 954</u>
	125	<u>17 631 678</u>	153	<u>736 442</u>	180	<u>164 600</u>	207	<u>18 203 520</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	369 116	154	119 709	181		208	488 825
Eaux usées	127	678 174	155	84 772	182		209	762 946
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	461 614	156	100 555	183		210	562 169
Autres	129	91 532	157	10 707	184		211	102 239
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	832 168	159	51 933	186		213	884 101
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 286 533	161	155 385	188	156 334	215	1 285 584
Ameublement et équipement de bureau	134	133 180	162	6 190	189		216	139 370
Machinerie, outillage et équipement divers	135	324 913	163	11 622	190		217	336 535
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>4 177 230</u>	165	<u>540 873</u>	192	<u>156 334</u>	219	<u>4 561 769</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>13 454 448</u>					220	<u>13 641 751</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	21 849	21 849
	234	21 849	21 849
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	21 849	21 849

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	91 255	89 571
Frais reportés			
-	238	26 836	36 626
-	239		
	240	118 091	126 197

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité a des obligations contractuelles aux niveau des chemins d'hiver, l'entretien ménager, les ordures ménagères et matières recyclables et le contrôle animalier.

Elle a de plus une entente de services avec la Municipalité de La Pêche concernant la protection contre les incendies, les services des loisirs et les services de collecte des déchets domestiques dangereux et l'entretien des chemins pour certains territoires spécifiques.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

En date du présent rapport, une requête introductive d'instance a été signifiée à la Municipalité le 3 décembre 2014, dans laquelle les propriétaires réclament une somme de 295 827.69\$ pour le remboursement de dépenses engagées. Ce dossier a été pris en charge par les assureurs de la Municipalité.

Une requête introductive d'instance a été signifiée à la Municipalité le 28 mai 2015 dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

laquelle une société demande une somme de 94 357.64 plus intérêts suite à la résiliation d'un contrat pour l'exploitation de l'Écocente. En date des présentes le dossier n'est pas en état d'être inscrit pour audition.

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement aux années antérieures a dû être fait pour enlever un revenu de 34 060\$ relativement à des frais d'escompte.

21. Données budgétaires

L'état de résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

N/A

		2015		2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	241	615 654		77 373
Découvert bancaire	242	(639 234 )	(	218 458)
Placements temporaires	243	287 046		571 771
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
<hr/>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	263 466		430 686

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 875 111	536 929
Excédent de fonctionnement affecté	2 182 372	237 046
Réserves financières et fonds réservés	3 305 225	416 069
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (208 961 ) (	( 111 470))
Financement des investissements en cours	5 (566 953)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 6 162 764	5 399 377
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	7 167 480	6 700 891
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 875 111	536 929
Organismes contrôlés	10	11
	875 111	536 929
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale	12 182 372	237 046
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 182 372	237 046
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	22	23
-	23	
-	24	
	25	
	26 182 372	237 046
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières	27 60 010	30 010
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 60 010	30 010
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 169 927	194 541
Fonds parcs et terrains de jeux	34	(4 029)
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 71 680	191 439
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 3 608	3 608
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	500
-	42	
-	43	
-	44	
	45 245 215	386 059
	46 305 225	416 069

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 ((113 961)) ()	(111 470)
-	60 ((95 000)) ()	()
	61 ((208 961)) ()	(111 470)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 ((208 961)) ()	(111 470)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (566 953) ()	()
	67 (566 953)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 13 641 751	13 454 448
Propriétés destinées à la revente	69 21 849	21 849
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 13 663 600	13 476 297
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 7 657 500	8 217 300
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (503 049) ()	473 671
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 7 154 451	7 743 629
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 346 385	333 291
	81 7 500 836	8 076 920
	82 6 162 764	5 399 377

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 _____	_____

Description du régime

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 _____	_____
	100 _____	_____

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	7 657 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	566 953
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	503 049
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 655 178
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 066 226
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	5 066 226
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	5 066 226
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 066 226
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 980 605	4 030 326	3 873 548
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	336 011	303 835	286 254
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	100 835	101 195	94 302
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 417 451	4 435 356	4 254 104
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	158 287	158 393	156 213
Égout	11	84 709	84 817	82 437
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	668 765	671 889	671 213
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	911 761	915 099	909 863
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	911 761	915 099	909 863
	26	5 329 212	5 350 455	5 163 967

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	533	533
	31	533	533
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	26 325	25 107
	35	26 325	25 107
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	26 858	25 640
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	311 956	335 607
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	311 956	335 607
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	338 814	361 247
			363 631

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	1 933	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	275	
Sécurité civile	55		3 033
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	410 927	560 852
Enlèvement de la neige	58		470 652
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		194 440
Réseau de distribution de l'eau potable	68	165 223	165 223
Traitement des eaux usées	69	188 482	201 120
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	58 000	60 938
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	116 239	102 240
Tri et conditionnement	73		116 240
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76	27 868	
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	43 400	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	5 000	
Réseau d'électricité	89		
	90	944 146	1 158 916
			1 044 220

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	10 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	22 000	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	32 000	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 976 146	1 158 916	1 044 220

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	5 656	
Sécurité incendie	145	91 711	1 886
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	97 367	1 886
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	15 000	10 836
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	15 000	10 836
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	65 000	97 367
		97 367	12 722

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 260	7 525	5 353
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	1 500	1 950	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	100		7 105
Hygiène du milieu	190	23 500	2 288	14 909
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	2 450	3 525	2 273
Réseau d'électricité	194			
	195	32 810	15 288	29 640
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	97 810	112 655	42 362
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	79 700	72 074	59 835
Droits de mutation immobilière	198	250 000	323 794	286 666
Droits sur les carrières et sablières	199		40 236	44 318
Autres	200		15 645	10 425
	201	329 700	451 749	401 244
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	100	4 121	
INTÉRÊTS	203	100 638	113 868	122 488
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		8 015	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		12 846	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		235	1 952
	212		21 096	1 952

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	164 481	154 595	685	155 280	157 730	
Application de la loi	2	(152 930)	(152 930)		(152 930)	(120 501)	
Gestion financière et administrative	3	851 495	824 027	32 551	856 578	799 353	
Greffe	4		7 325		7 325	2 365	
Évaluation	5	201 938	201 938		201 938	171 255	
Gestion du personnel	6						
Autres	7	2 525	4 216		4 216		
	8	1 067 509	1 039 171	33 236	1 072 407	1 010 202	
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 342 859	1 342 857		1 342 857	1 192 845	
Sécurité incendie	10	452 479	426 170	112 060	538 230	477 684	
Sécurité civile	11	25 000					
Autres	12	21 850	21 544		21 544	21 273	
	13	1 842 188	1 790 571	112 060	1 902 631	1 691 802	
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 092 491	1 186 508	165 224	1 351 732	1 155 993	
Enlèvement de la neige	15	454 688	463 814		463 814	454 253	
Éclairage des rues	16	32 300	21 274		21 274	23 519	
Circulation et stationnement	17	15 000	12 551		12 551	9 833	
Transport collectif							
Transport en commun	18	25 176	28 505		28 505	22 964	
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	156 207	124 503		124 503	150 975	
	22	1 775 862	1 837 155	165 224	2 002 379	1 817 537	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	93 408	130 937	97 444	228 381	182 227
Réseau de distribution de l'eau potable	24	61 165	57 677	24 742	82 419	80 815
Traitement des eaux usées	25	51 752	49 826	84 772	134 598	125 200
Réseaux d'égout	26	32 956	21 713	758	22 471	28 446
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	142 945	185 916		185 916	149 004
Élimination	28	273 960	252 464	199	252 663	245 897
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	143 945	179 040		179 040	145 169
Tri et conditionnement	30	(29 155)	(29 154)		(29 154)	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	102 553	19 938	1 059	20 997	86 112
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37		27 867		27 867	
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	12 579	7 936		7 936	40 158
	40	886 108	904 160	208 974	1 113 134	1 083 028
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 113	5 820		5 820	3 946
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 113	5 820		5 820	3 946
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	430 277	404 629	2 416	407 045	441 456
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	10 000	360	2 257	2 617	6 418
Autres	50	22 500	5 593		5 593	3 986
Autres	51					
	52	462 777	410 582	4 673	415 255	451 860

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	89 083	86 363	2 154	88 517	81 254
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55	10 935	7 209		7 209	757
Parcs et terrains de jeux	56	47 227	55 856	4 354	60 210	43 521
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	56 800	42 915	2 888	45 803	52 939
	60	204 045	192 343	9 396	201 739	178 471
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	57 143	61 890	7 310	69 200	58 885
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	27 500	23 547		23 547	4 010
	66	84 643	85 437	7 310	92 747	62 895
	67	288 688	277 780	16 706	294 486	241 366
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	208 529	241 921		241 921	223 511
Autres frais	70	18 480	9 791		9 791	70 953
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	20 000	16 654		16 654	(1 334)
	73	247 009	268 366		268 366	293 130
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	525 541	540 873	(540 873)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de Pontiac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dignard Ethier CPA Inc.
1698 Route 105, Chelsea, Qc. J9B 1P4
819-459-1115

par:

Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-04-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		5 350 455
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 5 350 455

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 350 455
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>5 350 455</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>5 350 455</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>678 936 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>688 965 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>683 950 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>5 350 455</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>683 950 950</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 7 8 2 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	13 750		78 052
Usines et bassins d'épuration	3	13 750		
Conduites d'égout	4	20 000		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		566 954	
Ponts, tunnels et viaducs	7		71 391	
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	40 000	23 097	
Autres infrastructures	11	20 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	64 000		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	47 000	52 168	354 691
Ameublement et équipement de bureau	18	7 500	17 028	6 741
Machinerie, outillage et équipement divers	19		5 804	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	226 000	736 442	439 484

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			78 052
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		661 442	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		75 000	361 432
	34		736 442	439 484

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 217 300		559 800	7 657 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	8 217 300		559 800	7 657 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	286 172		26 325	259 847
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	4 498 600		259 174	4 239 426
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 784 772		285 499	4 499 273
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	473 671		(29 378)	503 049
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	473 671		(29 378)	503 049
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	473 671		(29 378)	503 049
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	2 958 857		303 679	2 655 178
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 432 528		274 301	3 158 227
	26	8 217 300		559 800	7 657 500
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	8 217 300		559 800	7 657 500

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	(152 930)	(152 930)	(120 501)
Évaluation	2	201 938	201 938	171 255
Autres	3			128 615
Sécurité publique				
Police	4	1 342 859	1 342 857	1 192 845
Sécurité incendie	5	22 533	22 533	18 429
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	25 176	28 505	22 964
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	222 555	211 323	215 637
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	128 610	128 610	125 603
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 790 741	1 782 836	1 754 847

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,00	32,50	445 230	65 090	510 320
Professionnels	2					
Cols blancs	3	13,00	32,50	332 830	63 275	396 105
Cols bleus	4	16,00	40,00	445 968	117 057	563 025
Policiers	5					
Pompiers	6	31,00	1,00	139 624	17 651	157 275
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	68,00		1 363 652	263 073	1 626 725
Élus	9	7,00		108 866	7 535	116 401
	10	75,00		1 472 518	270 608	1 743 126

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			165 223		165 223
Traitement des eaux usées	14			196 462		196 462
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	647 031	150 200			797 231
	17	647 031	511 885			1 158 916

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Application de la loi	1	(152 930)	27		53	(152 930)	79		105		(152 930)	131					
Évaluation	2	201 938	28		54	201 938	80		106		201 938	132					
Autres	3	990 163	29		55	1 023 399	81		107	7 525	1 015 874	133				61 665	
	4	1 039 171	30		56	1 072 407	82		108	7 525	1 064 882	134				61 665	
Sécurité publique																	
Police	5	1 342 857	31		57	1 342 857	83		109		1 342 857	135					
Sécurité incendie	6	426 170	32		58	538 230	84		110	97 367	440 863	136				8 697	
Sécurité civile	7		33		59		85		111			137					
Autres	8	21 544	34		60	21 544	86		112		21 544	138					
	9	1 790 571	35		61	1 902 631	87		113	97 367	1 805 264	139				8 697	
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 186 508	36		62	1 351 732	88		114	1 950	1 349 782	140				175 587	
Enlèvement de la neige	11	463 814	37		63	463 814	89		115		463 814	141					
Autres	12	33 825	38		64	33 825	90		116		33 825	142					
Transport collectif	13	28 505	39		65	28 505	91		117		28 505	143					
Autres	14	124 503	40		66	124 503	92		118		124 503	144					
	15	1 837 155	41		67	2 002 379	93		119	1 950	2 000 429	145				175 587	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	130 937	42		68	228 381	94		120		228 381	146				22 417	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	57 677	43		69	82 419	95		121	1 422	80 997	147					
Traitement des eaux usées	18	49 826	44		70	134 598	96		122		134 598	148					
Réseaux d'égout	19	21 713	45		71	22 471	97		123		22 471	149					
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	438 380	46		72	438 579	98		124	866	437 713	150					
Matières recyclables	21	169 824	47		73	170 883	99		125		170 883	151					
Autres	22		48		74		100		126			152					
Cours d'eau	23	27 867	49		75	27 867	101		127		27 867	153					
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154					
Autres	25	7 936	51		77	7 936	103		129		7 936	155					
	26	904 160	52		78	1 113 134	104		130	2 288	1 110 846	156				22 417	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	5 820	172	187	5 820	202	217	5 820	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	5 820	175	190	5 820	205	220	5 820	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	404 629	176	2 416	407 045	206	221	407 045	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	5 953	178	2 257	8 210	208	223	8 210	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	410 582	180	4 673	415 255	210	225	415 255	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	192 343	181	9 396	201 739	211	1 186	200 553	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	61 890	182	7 310	69 200	212	2 339	66 861	242		
Autres	168	23 547	183	198	23 547	213	228	23 547	243		
	169	277 780	184	16 706	294 486	214	3 525	290 961	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	6 265 239	186	540 873	6 806 112	216	112 655	6 693 457	246	268 366	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	736 442	439 484
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	736 442	439 484

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	536 929	(11 290)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(34 063)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	502 866	(11 290)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	364 512	561 844
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(18 462)	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	56 203	(13 625)
Réserves financières et fonds réservés	8	(30 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	(8)	
Financement des investissements en cours	10		
	11	372 245	548 219
Solde à la fin de l'exercice	12	875 111	536 929
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	237 046	384 417
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	1 174	(500)
Solde redressé au début de l'exercice	15	238 220	383 917
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(55 350)
Activités d'investissement	17		(156 741)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(56 203)	13 625
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	355	51 595
	21	(55 848)	(146 871)
Solde à la fin de l'exercice	22	182 372	237 046
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	416 069	570 299
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(501)	(90 728)
Solde redressé au début de l'exercice	25	415 568	479 571
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(45 854)	118 535
Activités d'investissement	27	(94 489)	(185 645)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	30 000	
Financement des investissements en cours	29		3 608
	30	(110 343)	(63 502)
Solde à la fin de l'exercice	31	305 225	416 069

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (111 470)	(109 035)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (111 470)	(109 035)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 (2 491)	(2 435)
	45 (2 491)	(2 435)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (95 000)	()
	48 (97 491)	(2 435)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (208 961)	(111 470)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice		(86 223)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(86 223)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	89 831
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56 (566 953)	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	(3 608)
	59	
	60 (566 953)	86 223
Solde à la fin de l'exercice	61 (566 953)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 5 399 377	5 183 358
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 5 399 377	5 183 358
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66 (355)	(51 595)
Variation résiduelle de l'exercice	67 763 742	267 614
Solde à la fin de l'exercice	68 6 162 764	5 399 377

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	3 608 9	10	11	12 () 13	14	3 608
	15	3 608 16	17	18	19 () 20	21	3 608

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 8 | 6 | 3 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	| 3 | 3 | 4 | , | 6 | 2 | \$
Égout	2	| 2 | 4 | 7 | , | 4 | 1 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	| 2 | 1 | 6 | , | 5 | 6 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	180 511 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	313	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2024 Route 148
(no) (rue)

Pontiac J0X 2G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chevrier.ginette@municipalitepontiac.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Ginette Chevier

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chevrier.ginette@municipalitepontiac.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Dignard Ethier CPA Inc

Titre auditeurs

Adresse 1698 Route 105
(no) (rue)

Chelsea J9B 1P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 459-1115
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 459-1117
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Ethier

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

_____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Ginette Chevrier , atteste que le rapport financier de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pontiac .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pontiac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pontiac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 499 629 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,7823 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-07 18:11:22

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Pontiac

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 140 420	7 574 107	7 139 864
Investissement	2	32 000		
	3	7 172 420	7 574 107	7 139 864
Charges	4	7 100 795	7 074 478	6 592 871
Excédent (déficit) de l'exercice	5	71 625	499 629	546 993
Moins : revenus d'investissement	6 (	32 000) () () (
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	39 625	499 629	546 993
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	525 541	540 873	529 763
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			54 901
Remboursement de la dette à long terme	10 (	559 799 ) (	559 800 ) (	499 500)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	75 000 ) (	4 691)
Excédent (déficit) accumulé	12	(5 367)	(33 175)	(65 622)
Autres éléments de conciliation	13		(8 015)	
	14	(39 625)	(135 117)	14 851
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		364 512	561 844

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 613 770	1 602 285
Autres	2	902 700	649 144
	3	2 516 470	2 251 429
Passifs			
Dette à long terme	4	7 657 500	8 217 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	1 500 583	951 701
	7	9 158 083	9 169 001
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(6 641 613)	(6 917 572)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	13 641 751	13 454 448
Autres	10	167 342	164 015
	11	13 809 093	13 618 463
Excédent (déficit) accumulé	12	7 167 480	6 700 891

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	875 111	536 929
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14	182 372	237 046
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	182 372	237 046
Réserves financières	24	60 010	30 010
Fonds réservés	25	245 215	386 059
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	(208 961)) (	(111 470))
Financement des investissements en cours	27	(566 953)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	6 162 764	5 399 377
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	7 167 480	6 700 891

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	5 329 212	5 350 455	5 163 967
Compensations tenant lieu de taxes	2	338 814	361 247	363 631
Quotes-parts	3			
Transferts	4	944 146	1 158 916	1 044 220
Services rendus	5	97 810	112 655	42 362
Autres	6	430 438	590 834	525 684
	7	7 140 420	7 574 107	7 139 864
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	32 000		
Autres	11			
	12	32 000		
	13	7 172 420	7 574 107	7 139 864

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	201 938	201 938			201 938	171 255
Autres	2	865 571	837 233	33 236		870 469	838 947
Sécurité publique							
Police	3	1 342 859	1 342 857			1 342 857	1 192 845
Sécurité incendie	4	452 479	426 170	112 060		538 230	477 684
Autres	5	46 850	21 544			21 544	21 273
Transport							
Réseau routier	6	1 594 479	1 684 147	165 224		1 849 371	1 643 598
Transport collectif	7	25 176	28 505			28 505	22 964
Autres	8	156 207	124 503			124 503	150 975
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	239 281	260 153	207 716		467 869	416 688
Matières résiduelles	10	634 248	608 204	1 258		609 462	626 182
Autres	11	12 579	35 803			35 803	40 158
Santé et bien-être	12	5 113	5 820			5 820	3 946
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	430 277	404 629	2 416		407 045	441 456
Promotion et développement économique	14	32 500	5 953	2 257		8 210	10 404
Autres	15						
Loisirs et culture	16	288 688	277 780	16 706		294 486	241 366
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	247 009	268 366			268 366	293 130
Amortissement des immobilisations	19	525 541	540 873	(540 873)			
	20	7 100 795	7 074 478			7 074 478	6 592 871

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3